

On a signalé à la Chambre plus tôt aujourd'hui que j'avais parlé des aliments dont pouvaient se satisfaire les végétariens. Mais laissez-moi vous dire, monsieur l'Orateur, qu'à la même réunion, le porte-parole d'un groupe de citoyens âgés s'est levé pour dire quelque chose de très important. Je ne l'ai évidemment pas pris par écrit, mais je l'ai enregistré.

**M. Stanfield:** Nous voulons le ruban.

**M. Whelan:** Le magnétophone était posé sur mon bureau à la vue de tous. Je fais cela pour être sûr de ce que j'ai dit quand je rentre chez moi.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Avez-vous parfois des doutes?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Whelan:** J'aimerais vous répéter ce qu'a dit cette représentante d'un groupe de citoyens âgés. Elle aurait tout aussi bien pu vous le dire à vous, monsieur l'Orateur, parce que je sais que vous auriez également écouté. Elle a dit que son groupe avait tenu une réunion ce jour-là et discuté de beaucoup de choses pour en venir à la conclusion que les aliments étaient aujourd'hui ce qu'ils pouvaient trouver de mieux à acheter avec leur argent à Toronto. Elle a expliqué pourquoi, et s'est très bien tirée d'affaire. J'ai demandé si elle était libérale, et on m'a répondu qu'on ne le savait pas, mais j'ai cru qu'une personne aussi bien informée serait parfaitement à l'aise dans notre parti. Elle a rappelé que lorsque elle et son mari se sont mariés en 1920, le beurre était à 86c. la livre et le salaire de son mari était inférieur à \$2 l'heure. Aujourd'hui, le prix du beurre est inférieur à 86c. la livre et le salaire moyen au Canada est de \$3.50 de l'heure.

**Une voix:** Et nous avons toujours un gouvernement libéral.

**M. Whelan:** La recette totale des agriculteurs est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été dans toute l'histoire du Canada. Le revenu agricole net est plus élevé que jamais. Et les deux continuent de s'améliorer. Cela a été un des objectifs de tous les gouvernements depuis la Confédération, quelle qu'ait été leur appartenance politique. Mais grâce à la politique nationale du gouvernement actuel, nous faisons des progrès sérieux, concrets.

Je pourrais ajouter que le Canada a fait du meilleur travail que n'importe quel autre pays et ce, sans obliger les agriculteurs à recourir à l'assistance sociale et sans faire de l'agriculture un service public.

Le nombre de fermes familiales rentables s'est accru, contrairement à ce que beaucoup pensent. En 1966, il y avait environ 95,000 fermes familiales au Canada qui vendaient pour plus de \$10,000 de produits alimentaires. En 1971, ce chiffre est passé à plus de 113,000 justifiant de ventes de plus de \$10,000. Je suis certain que les chiffres pour 1972 et 1973, indiqueront une augmentation encore plus prononcée du nombre de fermes familiales rentables. Je pense qu'on ne risque pas de se tromper en devinant qu'il y aura 175,000 fermes familiales et c'est là un chiffre très conservateur.

La production alimentaire au Canada s'est accrue sans cesse bien que la superficie en culture se soit maintenue entre 170 et 174 millions d'acres pendant plus de 30 ans. La superficie n'a pratiquement pas changé mais la production s'est accrue constamment.

### Agriculture

Lorsque le présent gouvernement est entré en fonction, les exportations agricoles étaient à la baisse et nous perdions des marchés dans le monde entier. La politique nationale du gouvernement en matière agricole a complètement changé la situation et nos exportations agricoles sont à la hausse. Le bilan canadien est l'un des meilleurs au monde, bien meilleur que celui des États-Unis même avec leurs ventes de grains de l'année dernière qui ont fait l'objet de beaucoup de publicité.

En 1960, les exportations agricoles du Canada se chiffraient à environ 900 millions de dollars. En 1970, elles avaient atteint 1,993 millions. En 1972, elles ont continué de monter et ont dépassé les 2 milliards de dollars, et il ne fait aucun doute qu'elles seront encore plus élevées en 1973. Il s'agit là de réalisations obtenues grâce à une politique qui produit des résultats concrets là où il le faut, c'est-à-dire dans les poches des agriculteurs et dans l'expansion saine et active des industries connexes d'approvisionnement et de fabrication.

En 1971, les exportations ont atteint à elles seules \$5,443 pour chaque exploitation agricole d'un bout à l'autre du Canada—grandes fermes, petites fermes, fermes d'agrément, tous genres de fermes. Si l'on compte uniquement les fermes commerciales, celles dont les ventes se chiffrent à plus de \$10,000 par année, les exportations ont atteint plus de \$17,600 par ferme.

J'ai relevé les chiffres jusqu'en 1971 parce qu'ils démontrent bien quelle était la situation avant que le monde ne s'embourbe dans le pétrin monétaire international et avant que le prix des aliments ne commence à augmenter sur les marchés mondiaux, et avant que ne s'amorce le resserrement mondial des approvisionnements alimentaires. Ces chiffres révèlent que les agriculteurs canadiens, grâce aux politiques nationales du gouvernement, tiraient tout le profit possible de leur position comme les plus efficaces, les plus productifs et les meilleurs agriculteurs du monde. Et les agriculteurs canadiens n'en sont pas arrivés là simplement par un coup de chance. Ils y sont parvenus grâce à nos politiques agricoles nationales.

Le gouvernement fédéral considère que son rôle est d'assurer les services et de faire adopter les lois nécessaires à l'accomplissement de la tâche des agriculteurs canadiens. Il ne s'agit pas de faire le travail dont ces derniers peuvent très bien s'acquitter. Ce rôle, je le répète, doit être laissé aux agriculteurs eux-mêmes. Il revient au gouvernement fédéral de prendre les mesures que l'industrie agricole et les agriculteurs ne peuvent prendre.

Le gouvernement s'efforce de fournir à nos agriculteurs et à notre industrie agricole l'occasion de gagner un revenu au moins comparable à la moyenne des revenus dans notre société, mais au moment où nous accomplissons des progrès raisonnables dans cette direction, il se trouve des députés pour saboter ces efforts en intervenant sans raison pour imposer un autre blocage des prix des produits alimentaires, ce qui condamnerait l'industrie agricole à la gêne et ramènerait encore une fois nos agriculteurs dans les remous de notre société.

Je préviens la Chambre, monsieur l'Orateur, que l'agriculteur d'aujourd'hui qui est un homme d'affaires ne l'entendra pas ainsi; il se retirera de l'agriculture pour investir ailleurs ses capitaux. Il ne restera, pour porter le fardeau de la production agro-alimentaire que les agriculteurs qui ne pourront faire autrement. Ce n'est certes pas là une manière d'assurer aux consommateurs une offre abondante de produits de qualité.